

Extrait du Site des sections syndicales du SNCS-FSU

<http://sections.sncs.fr/spip.php?article3399>

# 16 Septembre 2014 - AG intersyndicale

- Sud-Ouest - Midi-Pyrénées - Actualités -

## **Description**

Date de mise en ligne : lundi 15 septembre 2014

Emploi dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche. Il y a urgence. Mobilisons-nous !

---

Site des sections syndicales du SNCS-FSU

---

## Assemblée Générale des personnels

**Mardi 16 Septembre 2014 à partir de 13h**

**Salle de la Rotonde**

**Delegation Régionale du CNRS, 16, avenue Edouard Belin SNTRS-CGT, FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNETAP), SUD-Education, SUD Recherche EPST, SNPTES**

La politique d'austerité, loin d'être une fatalité, est reconduite avec le gouvernement Valls II. Les 50 milliards de réduction de dépenses publiques, en réduisant l'accès aux droits les plus élémentaires (santé, éducation, culture, etc.) vont aggraver la situation des plus fragiles. Pour les fonctionnaires, cela se traduit de ja par le gel du point d'indice depuis 2010, qui doit se poursuivre jusqu'en 2017. Les cadeaux faits au patronat (Crédit Impôt Compétitivité Emploi, Pacte de Responsabilité), ne créent pas d'emploi : malgré plus de 6 milliards de Crédit Impôt Recherche (CIR), l'emploi dans la recherche industrielle baisse en 2013 pour la première fois !

L'enseignement supérieur et la recherche publique ne sont pas épargnés et reste le secteur public largement entêté de la précarité dans la fonction publique. Alors que les suppressions et les gels de postes affectent les universités comme les organismes, la précarité atteint un niveau inimaginable : avec dans les universités 22 000 BIATS en CDD et près de 100 000 vacataires d'enseignement, et dans les organismes près de 50 000 post-doctorants et ITA précaires. Les conditions d'étude des étudiant(e)s se dégradent et l'offre de formation se réduit sous la pression des difficultés budgétaires des universités.

Nous devons réagir collectivement pour obtenir un plan de résorption de la précarité et des créations d'emplois, pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail. C'est l'emploi dans les universités et les organismes qui garantit la production des connaissances et la formation des étudiants. Au lieu de l'austerité et des regroupements forcés des établissements, ce sont des postes de fonctionnaires et des crédits pour travailler, dont nos laboratoires et services ont besoin. Des pistes de financement ont été avancées lors de la réunion plénière du comité national du CNRS le 11 juin dernier, comme la réaffectation de la fraction du CIR qui constitue une aubaine fiscale. Chaque pourcent du CIR représente la création de 1000 nouveaux postes de chercheurs, enseignants-chercheurs, ITA.

L'initiative « Sciences en marche » fait partie des mobilisations qui expriment les revendications de la communauté universitaire et scientifique, et permet de populariser les luttes : Organiser une marche (ou une randonnée cycliste) d'ici la fin septembre depuis toute la France vers Paris doit nous rendre visibles dans les médias et dans l'opinion publique. L'enjeu est ambitieux et il demande une mobilisation active de tous les personnels, étudiants, techniciens, administratifs, ingénieurs, chercheurs, enseignants chercheurs, titulaires et précaires.

Les organisations syndicales soussignées vous proposent d'en débattre pour s'organiser en vue des initiatives locales et nationales qui seront proposées à l'occasion de la Fête de la Science (du 27 septembre au 19 octobre 2014). Si les résultats de nos recherches doivent être présentés au grand public, il faut aussi l'informer des graves difficultés budgétaires qui frappent notre secteur et de la catastrophe annoncée concernant l'emploi de toutes les catégories de personnels !

